



**Briefings de Bruxelles sur le développement rural**  
**Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE**

**Briefing n° 19**  
**Jeunes et développement rural dans les pays ACP**

**Mercredi 16 juin – 8h30 – 13h00**

**Commission européenne, Bâtiment Borschette, Rue Froissart, 36 – Salle 2A**

<http://brusselsbriefings.net>

**Contexte**

Les Nations unies définissent un « jeune » comme une personne âgée de 15 à 24 ans<sup>1</sup>. En matière d'emploi des jeunes, le terme inclut les personnes entre l'âge minimal du travail, selon la législation nationale, et 24 ans. On estime que ce groupe constitue 18 % de la population mondiale (2006) et 25 % de la population totale en âge de travailler. La majorité (presque 85 %) des jeunes dans le monde vivent dans des pays en développement, soit environ 60 % en Asie et 23 % dans les régions en développement d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. D'ici 2025, les estimations indiquent que le pourcentage de jeunes résidant des pays en développement atteindra 89,5 %<sup>2</sup>.

**De nombreux défis pour les jeunes des zones rurales**

Actuellement, de nombreux jeunes des zones rurales de nombreux pays ACP sont illettrés, n'ont pas l'occasion de se former, sont incités à immigrer en masse vers les villes à cause du chômage et ne bénéficient pas d'un accès suffisant aux terres et aux ressources productives. Ceci explique le niveau faible de production et d'esprit d'entreprise et cette situation pourrait se détériorer si des efforts significatifs ne sont pas faits en appui à la jeunesse des pays ACP qui représente la prochaine génération d'acteurs économiques et sociaux à même d'agir comme leviers pour un développement durable.

Emploi des jeunes dans l'agriculture

Environ 88,2 millions de jeunes femmes et hommes sont sans emploi dans le monde, soit 47 % des 185,9 millions de chômeurs mondiaux (OIT, 2006). De plus, on estime que 400 millions de jeunes dans le monde – soit environ un tiers des jeunes de 15 à 24 ans – souffrent du manque d'opportunités de travail décent. La grande majorité des emplois disponibles sont mal payés, peu sûrs et présentent peu d'avantages ou de possibilités de promotion. Environ 25 % de la population jeune travaille, mais vit avec moins de 2 USD par jour<sup>3</sup>. De plus, les jeunes sont vulnérables et leurs intérêts ne sont pas protégés car ils ont souvent un accès rare ou difficile aux syndicats ou aux services d'appui financier. Selon l'OIT 93 % des emplois actuellement disponibles pour les jeunes des pays en développement se situent dans l'économie informelle : les salaires sont bas, les conditions de travail sont peu sûres et il y a peu ou pas d'accès à la protection sociale. La Résolution A/RES/57/165 de l'Assemblée générale de l'ONU (décembre 2002) sur la promotion de l'emploi des jeunes « encourage les États membres à établir au niveau national des inventaires et plans d'action nationaux sur l'emploi des jeunes en associant les organisations de jeunesse et les jeunes ». En Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud, jusqu'à 70 % des jeunes vivent dans des zones rurales et la moitié se tournent vers l'agriculture (FIDA, 2007) mais les zones rurales perdent de la main d'œuvre productive jeune, du fait de l'émigration constante vers les zones urbaines et de la propagation du VIH/SIDA. La création d'emplois pour les jeunes dans l'agriculture pourrait réduire le travail des enfants, promouvoir l'emploi et le développement rural et réduire la pauvreté.

Manque d'éducation technique

L'éducation est une condition essentielle de réduction de la pauvreté, elle améliore l'agriculture et les conditions de vie des populations rurales et favorise la sécurité alimentaire. Des opportunités d'éducation et de formation professionnelle et technique adaptées sont des éléments clés pour préparer les jeunes à l'emploi rural et agricole. En 2004, la FAO a lancé des stages pratiques et écoles de terrain pour les

<sup>1</sup> Définition négociée pour l'Année internationale de la jeunesse (1985) et adoptée par l'Assemblée générale (voir A/36/215 et résolution 36/28, 1981).

<sup>2</sup> DAES de l'ONU, 2006, « World Population Prospects »

<sup>3</sup> [FOMD PNUE-Espagne, 2007](#)

jeunes agriculteurs, les Junior Farmer Field and Life Schools (JFFLS). Il s'agit d'une approche novatrice pour renforcer les capacités des jeunes en les initiant à la vie et en développant leurs compétences entrepreneuriales. Utilisant le cycle des cultures comme référence, les jeunes acquièrent des compétences agricoles, apprennent à établir des objectifs, à développer leur croissance et favoriser le travail d'équipe tout en se basant sur les traditions locales. Offrant un espace social sûr pour les garçons et les filles, les écoles leur apprennent la sensibilité de genre, la protection des enfants, le soutien psychosocial, la nutrition, l'éducation, le business et l'environnement. Plus de 19.000 jeunes ont obtenu le diplôme de l'école et environ 2.000 animateurs ont été formés dans l'esprit de l'approche depuis 2004<sup>4</sup>.

### **Impliquer les groupes de jeunes dans les politiques de développement**

L'agriculture et les zones rurales doivent devenir plus attractives pour les jeunes afin de les encourager à y vivre, à y travailler et à y investir. L'agriculture doit devenir plus productive et profitable et être entrevue comme un secteur économique positif. Les jeunes devraient donc être prioritaires dans des politiques de développement ciblées et ils devraient être impliqués dans la conception et la mise en œuvre de politiques de développement rural afin d'y intégrer leurs vues et leur expérience au niveau communautaire, national et international. Une approche intégrée dans les politiques de développement rural devrait s'accompagner de politiques éducatives en faveur des jeunes des zones rurales. Les gouvernements, les donateurs et le secteur privé doivent soutenir les jeunes des zones rurales dans tous les secteurs clés (éducation, santé, infrastructures rurales, extension agricole, etc.).

### **Jeunes, Développement rural et Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)**

Les TIC offrent des possibilités sans précédent pour les communautés de jeunes ruraux et des jeunes entrepreneurs en milieu rural. Les TIC peuvent relier des groupes d'agriculteurs à des marchés, leur faciliter l'accès aux informations commerciales tels que les prix du marché, les clients et concurrents potentiels, et donc augmenter l'efficacité du marché. Les TIC peuvent également faciliter l'accès à la recherche et aux systèmes de vulgarisation par l'apprentissage agricole à distance, l'accès aux informations techniques clés pour améliorer leur production tel que des meilleures pratiques agricoles, l'accès à des techniques d'entrepreneuriat et à des formations. Les TIC offrent également une occasion unique de renforcer le réseautage social pour les groupes de jeunes agriculteurs et les communautés rurales qui sont très souvent dans des zones isolées ainsi que d'économiser du temps et les coûts de voyage. Les nouvelles technologies peuvent être un outil avantageux lorsqu'il s'agit de la prévention des catastrophes (systèmes de surveillance et d'alerte précoce). Toutefois, pour assurer la pénétration des TIC dans la plupart des pays ACP, l'investissement à long terme dans les infrastructures, l'éducation et les approches innovantes de l'agriculture seront nécessaires.

### **Objectifs du briefing**

Afin d'améliorer le partage de l'information et de promouvoir le réseautage, le CTA, la DG Développement et la DG Européen de la CE, le Secrétariat ACP, Concord et plusieurs médias organisent des briefings bimensuels sur des questions et des enjeux clés du développement rural dans le contexte de la coopération UE/ACP. Dans le contexte de l'Année internationale de la jeunesse à venir, le Briefing du 16 juin 2010 se penchera sur la jeunesse et le développement rural et aura pour objectifs : (i) de sensibiliser sur les principaux enjeux existants et émergents ; (ii) de promouvoir l'échange d'information et d'expertise ; (iii) d'alimenter le débat sur les divers points de vue sur les options politiques.

### **Groupe cible**

Plus de 120 décideurs ACP-UE, groupes de la société civile, organisations internationales, chercheurs et la communauté de développement basés à Bruxelles.

### **Sources disponibles**

Les informations et les commentaires fournis avant, pendant et après les réunions seront publiés sur le blog des briefings : <http://bruxellesbriefings.net/>. Un rapport succinct et un Reader sont publiés peu après la réunion et disséminés dans des médias européens et ACP.

---

<sup>4</sup> Jusqu'à présent, les JFFLS ont été mises en œuvre au Burundi, Cameroun, la RDC, Cisjordanie et la bande de Gaza, Ghana, Honduras, Kenya, Malawi, Mozambique, Namibie, Népal, Rwanda, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe. Le programme est actuellement prévu dans les Comores, Haïti et Niger.



**Briefings de Bruxelles sur le développement rural**  
**Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE**

**Session de briefing n° 19**

**Jeunes et développement rural dans les pays ACP**

**Mercredi 16 juin 2010 – 8h30 – 13h00**

**Commission européenne, Bâtiment Borschette, Rue Froissart, 36 – Salle 2A**

<http://brusselsbriefings.net>

8h00-8h30 Enregistrement

8h30-8h45 Remarques introductives des organisateurs

**08h45-10h30 Panel 1 – Enjeux et opportunités pour les futurs jeunes agriculteurs ACP**

L'agriculture et les zones rurales doivent devenir plus attractives pour les jeunes afin de les encourager à y vivre, à y travailler et à y investir. L'agriculture doit devenir plus productive et profitable en générant des moyens de subsistance rémunérateurs pour les jeunes ruraux. Ce panel discutera le potentiel des jeunes des zones rurales en termes d'emploi, de génération de revenus, d'accès aux services financiers, d'investissement et de TIC, ainsi que de fourniture formelle et informelle d'éducation agricole.

Intervenants :

- Emploi des jeunes dans l'agriculture et opportunités économiques pour les jeunes entrepreneurs  
*Bruno Losch, économiste senior, Banque mondiale*
- Enjeux majeurs pour les jeunes agriculteurs, en particulier dans les pays ACP  
*Kati Partanen, Présidente, Comité des Jeunes Producteurs, FIPA*
- Renforcement des groupes de jeunes agriculteurs : l'expérience européenne  
*Joris Baecke, Président, Conseil européen des jeunes agriculteurs, CEJA*

10h30-10h45 Pause café

**10h45-13h00 Panel 2 – Options politiques en faveur des jeunes agriculteurs**

Des appuis seront nécessaires pour un meilleur accès des jeunes à l'éducation, la santé et les services agricoles. L'enjeu clé pour les gouvernements, les agences de développement et les acteurs est d'identifier des voies novatrices de promotion de la contribution positive de la jeunesse au développement au niveau local, régional et mondial. Sur la base d'expériences positives, nous discuterons de la nécessité de renforcer les capacités des jeunes, les connaissances agricoles et les compétences à travers l'éducation et la formation afin de leur permettre de devenir des agriculteurs productifs et de contribuer au développement rural. Nous discuterons également des politiques de développement favorables.

Intervenants :

- Renforcer l'éducation et l'esprit d'entreprise chez les jeunes ruraux : les JFFLS  
*Peter Wobst, économiste senior, Division des questions genre, équité et emploi rural, FAO*
- Initiatives économiques agricoles porteuses des jeunes ruraux  
*Anthony Kipkoach Saina, Mouvement international de la jeunesse agricole (MIJARC), Kenya*  
Soutien à l'information des initiatives économiques agricoles des petits agriculteurs  
*Nnaemeka Ikegwuonu, Directeur exécutif, la Fondation des petits agriculteurs, Nigeria,*
- Le rôle des jeunes chercheurs dans l'agenda de recherche agricole pour le développement  
*Peter Mwaura, chercheur, Young Professionals' Platform for Agricultural Research (YPARD)*

Conclusions

13h00-14h00 Déjeuner